

Budget supplémentaire de la Ville de Paris pour l'exercice 2022.

Paris, le 5 juillet 2022

Par Mme Anne HIDALGO - Maire de Paris

Seul le prononcé fait foi

Mes chers collègues,

Cette année aura encore été marquée par une accumulation inédite de crises qui nous ont obligés en permanence à nous adapter, notamment en ce qui concerne notre action quotidienne, mais aussi nos investissements et la mise en œuvre de nos politiques municipales.

D'ailleurs, à ce stade, je voudrais remercier très chaleureusement l'ensemble de l'Exécutif, Paul SIMONDON, Antoine GUILLOU et mon premier adjoint, cher Emmanuel GRÉGOIRE. Je veux remercier l'ensemble des adjoints, des maires d'arrondissement, majorité comme opposition. Je veux aussi saluer l'agilité très grande de notre administration et remercier, à travers sa Secrétaire générale Marie VILLETTE, l'ensemble des fonctionnaires de la Ville qui ont, à chaque reprise, chaque jour, à la fois permis le pilotage et ont aussi adapté avec l'ensemble des élus. Cette équipe mérite d'être remerciée parce que, dans ce contexte très instable sur le plan budgétaire, ce sont évidemment des prouesses que nous devons réaliser.

La crise sanitaire, que nous vivons depuis maintenant deux ans, est toujours là. Elle produit toujours ses effets, notamment sur le budget de la Ville et sur son activité. Mais à la crise sanitaire s'est ajoutée la guerre en Ukraine qui provoque une inflation très forte et en particulier - ce n'est pas uniquement le cas de Paris car c'est un sujet national et mondial - des flambées sur les prix de l'énergie, mais aussi sur de très nombreux produits, des denrées, des matières premières. Cela a évidemment rendu le coût de la vie quotidienne plus difficile pour les Parisiennes et Parisiens, mais cela augmente aussi de façon considérable les charges de fonctionnement et les coûts de nos opérations d'aménagement et de construction. Nous le savons, ce n'est pas un sujet parisien stricto sensu, cependant nous sommes évidemment également concernés.

Cela a contribué, et nous le savons aussi, à diminuer très largement les marges de manœuvre qui étaient déjà limitées de toutes les collectivités territoriales et de la nôtre. C'est un sujet qui occupe aujourd'hui les débats dans toutes nos associations d'élus, ces associations qui réunissent les élus de tous bords, puisque la représentation de nos formations politiques est par définition présente sur tous les territoires. Ces sujets-là occupent l'essentiel des discussions, des décisions et mobilisations qui sont prises par nos collègues partout en France. Là aussi, c'est le cas évidemment pour Paris.

Dans ce contexte difficile, je veux à nouveau saluer toutes celles et ceux qui prennent part - je le dis, majorité comme opposition - parce qu'il y a parmi les groupes politiques la volonté d'assurer l'avenir de nos concitoyens et de leur permettre de subir le moins possible les conséquences de ces crises.

Alors que nous devons faire face à une augmentation des dépenses et à une diminution des ressources, nous nous battons, toutes et tous, pour faire vivre un service public parisien, dont nous pouvons être fiers. Dans ce contexte difficile, qui n'est en outre pas récent puisque cela fait - je le disais tout à l'heure - deux ans que notre Ville connaît une situation budgétaire frappée de plein fouet par les crises qui se cumulent, je veux vraiment remercier l'énergie que chacun y met.

Dans le même temps, nous le savons, les dépenses de péréquation - ces dépenses qui permettent d'assurer une solidarité régionale et nationale - continuent d'augmenter pour Paris. Je l'ai déjà dit mais je le dis à nouveau ce matin : l'État n'a pas été à la hauteur de ses engagements jusqu'à ce jour. Nous allons bien sûr prendre attache du nouveau Gouvernement. J'ai déjà des rendez-vous prévus, notamment avec la Première Ministre, pour pouvoir engager le travail, comme il se doit dans la courtoisie républicaine et surtout dans la recherche de l'intérêt général.

Paris a été très largement sous-doté au regard d'autres grandes villes de France. Nous avons eu l'occasion de le dire souvent ici. Si je prends, par exemple, l'impact du plan de relance - nous pourrions y revenir - pour nous, il a été très faible : c'était de l'ordre d'une trentaine de millions d'euros pour la Ville de Paris sur un budget de 8 milliards annuels. Pour d'autres villes, qui pourtant ne passent pas pour les villes dans lesquelles les questions de pauvreté sont les plus pointées, je pense à Toulon, c'était 4,5 milliards d'euros de plan de relance, je pense encore à Nice où c'était 2,5 milliards d'euros. Nous voyons qu'entre nos 30 millions d'euros et les 4,5 milliards d'euros de Toulon et les 2,5 milliards d'euros de Nice, il y a un abîme que j'aurais du mal à expliquer de façon très rationnelle.

Nous avons subi la crise sanitaire de plein fouet. Je rappelle que le coût de la crise sanitaire pour la Ville est estimé à 1,2 milliard d'euros. Cette crise a bien sûr révélé la faible marge de manœuvre financière, dont disposent aujourd'hui les collectivités locales, mais aussi la difficulté de proposer des solutions concrètes pour le quotidien des citoyennes et des citoyens.

En réalité, cette situation est devenue structurelle : depuis dix ans, les nombreuses réformes fiscales, qui sont mises en œuvre par l'État, ont restreint les marges de manœuvre des collectivités, renforçant la centralisation et portant de ce fait atteinte au principe de libre administration des collectivités territoriales.

Ce constat, dressé par Paul SIMONDON et Nicolas BONNET-OULALDJ dans le rapport que je leur ai demandé d'établir sur l'avenir des finances locales, sera présenté à la rentrée, avec des propositions très précises, mais nul doute qu'ils viendront à évoquer déjà des éléments des constats qu'ils ont pu opérer.

D'ailleurs, ces constats et ce rapport seront transmis par moi, en votre nom, à l'ensemble des députés qui siégeront à l'Assemblée nationale et bien sûr au président de la Commission des Finances pour pouvoir là aussi échanger sur la situation de nos collectivités et de notre collectivité en particulier.

Cette situation est difficilement compréhensible du point de vue politique et inacceptable du point de vue du fonctionnement des services publics. Nous avons bien sûr essayé, et nous continuerons, de sensibiliser l'État, de dialoguer, d'établir un dialogue responsable et respectueux, mais à ce jour nous n'avons pas encore été entendus. Peut-être que le contexte nouveau, notamment la nouvelle donne à l'Assemblée nationale, nous permettra d'obtenir des résultats.

A la recherche constante de dialogue avec l'État, nous complétons notre méthode. Nous la complétons notamment en allant devant les tribunaux pour faire valoir les droits des Parisiennes et des Parisiens. Nous avons d'ailleurs enregistré un premier succès de taille - tout comme la Ville de Toulouse qui a adopté cette même attitude et qui n'est pourtant pas du même bord politique que nous - avec la condamnation de l'État à nous verser près de 1,4 million d'euros en réparation des dégradations commises, lors des manifestations organisées dans le cadre des gilets jaunes, et la compensation des dépenses engagées pour la mise en œuvre des réquisitions de l'État et donc de la Préfecture de police de Paris.

Nous n'allons évidemment pas nous arrêter là. Nous engagerons et nous avons engagé toutes les actions possibles au niveau des contentieux administratifs pour faire valoir nos droits. Je l'ai dit, il y a d'une part la mission confiée à Paul SIMONDON et sur proposition de Nicolas BONNET-OULALDJ, et d'autre part une mission de l'Inspection générale de la Ville pour recenser toutes les interventions de la Ville de Paris dans les domaines qui relèvent en partie du domaine des compétences de l'État.

Cet audit des relations budgétaires entre la Ville et l'État nous sera d'une très grande utilité pour faire valoir nos droits et il interviendra là aussi au mois de septembre. C'est-à-dire qu'en septembre, en anticipant les débats budgétaires que nous aurons sur le budget 2023, nous aurons un éclairage objectif à la fois à travers la mission confiée à Nicolas BONNET-OULALDJ et Paul SIMONDON et à travers cette Inspection générale de la Ville qui, point par point, domaine par domaine, va faire état des relations et des plus et des moins - je pense qu'il y aura plus de moins que de plus - dans la relation entre l'État et la Ville sur ce qui relève des compétences de l'État, qui devrait être honoré et ne l'est pas aujourd'hui.

Ces deux éléments seront essentiels pour pouvoir avancer dans la relation avec l'État, le dialogue respectueux - que je souhaite républicain et dans lequel l'intérêt général doit primer et Paris est un élément essentiel de l'intérêt général dans notre pays - mais aussi pour engager les procédures contentieuses, si le dialogue ne permet pas de pouvoir obtenir satisfaction, parce que nous sommes dans un état de droit et que je crois à l'état de droit.

Nous aurons donc la méthode du dialogue et bien sûr la méthode des contentieux pour accélérer. Là encore, nous ne pouvons pas nous satisfaire de promesses, comme elles m'ont été faites par le Gouvernement précédent, au grand dam du Préfet de région qui lui-même a essayé de porter nos demandes légitimes mais qui malheureusement a essuyé un refus.

Dans ce contexte, le budget supplémentaire que nous examinons nous permet d'inscrire évidemment les dépenses nouvelles liées à des causes extérieures à la Ville et qui, par définition, ne pouvaient pas être prévues dans le budget primitif : c'est le sens du budget supplémentaire.

Quelles sont ses causes ? Elles sont évidentes et nous les connaissons tous. D'abord, faire face à une inflation forte des prix de l'énergie qui pèse sur le fonctionnement de tous nos services publics, comme la propreté, les constructions et les équipements municipaux. Des crédits supplémentaires sont prévus pour faire face à la crise énergétique et à la hausse des prix des carburants, avec plus de 50 millions d'euros prévus à cet effet. C'est un point très important.

En parallèle, nous allons œuvrer, comme nous le faisons puisque c'est une orientation forte de nos politiques, pour rendre nos équipements plus sobres en consommation d'énergie, y compris en investissant encore beaucoup plus dans la rénovation thermique des bâtiments. Une chose est sûre, pour régler un certain nombre de problèmes, notamment notre dépendance aux énergies fossiles, vous savez que nous nous sommes engagés et nous avons signé le traité de non-prolifération des énergies fossiles qui nous a été présenté par une O.N.G. et sur lequel beaucoup de villes ont rejoint. Cela a été présenté notamment à Abidjan lors de l'Assemblée internationale des maires francophones et de la COP des villes qui a suivi. Nous allons donc agir en profondeur sur cette dépendance aux énergies fossiles pour en sortir, parce que la transformation écologique de notre ville reste notre priorité, ma priorité en matière d'investissements.

Ensuite, dans les éléments qui viennent impacter ce budget en milieu d'année, il y a la masse salariale et nous allons affecter quasiment 23 millions d'euros, peut-être un peu plus, à la masse salariale. Pourquoi ? D'abord, parce que nous tenons compte évidemment de la hausse du SMIC au 1er mai et partiellement de la progression du point d'indice, dont le pourcentage de hausse n'a été connu que le 28 juin dernier. Nous tenons compte également dans ce budget supplémentaire de la mise en œuvre des décisions du Ségur 3 qui nous concernent puisque nous avons tout un secteur médico-social très important.

Je souhaite ici rappeler que je soutiens pleinement sur le fond toutes les mesures qui vont permettre de renforcer le pouvoir d'achat des agents publics. Je les ai appelées moi-même de mes vœux et poussées. Pourtant, je voudrais le dire ici une fois de plus, elles sont prises sans aucune concertation avec les collectivités, y compris sur le calendrier, et sans proposition de compensations ou de compléments qui permettraient dans nos budgets de tenir compte de cet impact majeur. C'est la même chose sur l'inflation sur les prix de l'énergie et sur les rémunérations des agents publics. Cela a été d'ailleurs un des sujets très importants portés auprès de ce nouveau Gouvernement par toutes les associations d'élus.

Troisième impact fort d'une situation extérieure sur notre budget, nous prévoyons des crédits supplémentaires pour faire face à la hausse des dépenses de solidarité. Je pense bien sûr au R.S.A., dont le coût supplémentaire est estimé à 6 millions d'euros. Ces mesures font partie intégrante de ce bouclier social que je souhaite maintenir, comme nous l'avons fait pendant la crise au service des plus fragiles. C'est un point extrêmement important et l'augmentation de ces dépenses sociales est aussi liée à une situation économique qui vient impacter directement les plus fragiles. Mais je rappelle ici, et nous le savons tous, qu'être plus fragile commence à la classe moyenne.

Je l'ai dit tout à l'heure, les décisions de l'État alourdissent les dépenses de péréquation qui pèsent sur notre ville. Aujourd'hui, mais ce n'est pas nouveau et je l'ai déjà dit lors du vote du budget 2022, la dotation générale de fonctionnement de la Ville est réduite à néant.

Alors, pour financer ce budget supplémentaire, qui doit bien sûr être équilibré en dépenses et en recettes, nous allons réallouer un certain nombre de crédits prévus au budget primitif, en commençant par les crédits qui n'ont pas été utilisés et ne le seront pas, principalement en raison de la crise sanitaire. Cela ne veut pas dire que ces politiques sont effacées, cependant nous utilisons ces sommes qui n'ont pas été utilisées dans l'année pour les besoins de ce budget supplémentaire et qui n'avaient pas pu être prévus au B.P.

Plus marginalement, des moindres dépenses constatées depuis le début de l'exercice sont remises dès ce budget supplémentaire pour dégager des marges nécessaires. Je veux remercier l'ensemble des adjoints et l'administration pour les prouesses faites en la matière.

Quant à l'investissement, la principale inscription au budget supplémentaire concerne pour la dernière fois, je le dis ici très clairement, les surcoûts liés au chantier d'Éole qui s'élèvent à 30 millions d'euros ; c'est énorme mais ce n'est rien en prévision des surcoûts d'ores et déjà annoncés par la S.N.C.F. sur ce chantier, qui se chiffre en milliard et non plus en millions, sur lequel, je le dis très nettement ici, il ne faudra pas compter sur la Ville de Paris pour venir éponger une situation dans laquelle nous n'avons absolument aucune responsabilité. Mais c'est un sujet à venir.

Les nouvelles autorisations de programme sont ouvertes sur les crédits existants pour réaliser tous les projets importants sur lesquels nous ne revoyons absolument pas la voilure à la baisse. Je pense à tous ces projets qui sont en lien avec les deux orientations de cette majorité : la transition et la transformation écologique de Paris pour nous adapter au changement climatique et la question sociale pour protéger les populations à travers un service public fort. C'est, par exemple, le réaménagement de la place Félix-Éboué dans le 12e ou les ramblas dans le 11e arrondissement sont inscrits dans ces projets majeurs ; je ne vais pas tous les citer car cela nous prendrait presque toute la matinée.

Par ailleurs, je tiens aussi à souligner que l'autorisation d'emprunt de la Ville n'est pas modifiée. Je le redis : l'autorisation d'emprunt de la Ville n'est pas modifiée, ce qui veut dire que ce budget supplémentaire n'est pas financé par de la dette supplémentaire. Cela aussi est un point très important.

J'appelle donc notre Assemblée, les élus de tous bords, ceux qui aiment Paris, qui croient en Paris même s'ils ne partagent pas complètement nos orientations... En même temps, je me dis qu'il est difficile de ne pas partager deux orientations qui sont d'adapter la ville au changement climatique, parce qu'il est quand même là, et de protéger par un service public et une politique sociale les plus démunis et les plus fragiles, en rajoutant que les plus fragiles commencent à la classe moyenne. Mais bon !

J'en appelle donc, comme il se doit, au rassemblement, à être à la hauteur de notre mission historique pour cette ville. Nos orientations sont claires, elles doivent pouvoir être partagées par tous les élus de bonne foi, ceux qui croient à la politique non pas comme un spectacle pitoyable mais comme une action déterminée pour changer la vie des gens. Donc, nos orientations sont claires : transformation écologique de la ville et bouclier social, tout cela soutenu par un service public efficace, auquel nous croyons et que nous voulons évidemment amplifier dans ce contexte politique et budgétaire national.

Je sais compter sur ma majorité et j'espère compter sur une opposition constructive. Je sais que l'opposition constructive existe dans cette salle.

Merci à vous.